

Le soutien à la liberté des médias recule en Guinée

Dépêche No. 298 d'Afrobaromètre | Djiba Kaba

Sommaire

Le paysage médiatique guinéen a tardé à se structurer. La libéralisation des ondes n'a eu lieu que récemment et s'est déroulée dans un contexte politique très instable et souvent violent. Dans cet environnement, qui a impacté la situation économique du pays, le secteur médiatique tente de se développer afin de rattraper son retard structurel, technologique, et institutionnel.

Les émetteurs d'information et de divertissement ont été libéralisés en 1991 pour la presse écrite et à partir de 2005 pour les médias audiovisuels. On recense aujourd'hui une trentaine d'hebdomadaires et deux quotidiens. Depuis 2006, 41 licences pour les radios privées ont été délivrées à Conakry et 19 à l'intérieur du pays. Le développement de ces radios vient s'ajouter à celui, soutenu par les coopérations internationales à partir de 1992, du réseau de la Radio Rurale de Guinée (RRG), aujourd'hui constitué de 23 stations qui diffusent dans 20 langues.

Les médias en ligne (dont les serveurs sont souvent hébergés à l'étranger) sont abondants, et plusieurs médias abandonnent leur version traditionnelle (papier ou ondes) pour n'être plus diffusés qu'en ligne.

En dépit de ce progrès dans le paysage audiovisuel, la Guinée se situe à la 107^{ème} place (sur 180 pays) du Classement Mondial de la Liberté de la Presse (Reporters Sans Frontières, 2019), une vingtaine de places en dessous de 2013 (86^{ème}). S'il n'y a pas de journalistes emprisonnés en Guinée, des menaces et des violences régulières continuent de peser sur les professionnels (Leroy, Matras, Fra, Curtis, & Camara, 2015).

Au cours du dernier round d'enquêtes Afrobaromètre, l'on a constaté qu'en Guinée, la radio constitue le média informatif le plus suivi, malgré une baisse des audiences des médias traditionnels et une hausse de l'Internet et des réseaux sociaux comme sources informations.

La majorité des Guinéens affirment que les médias sont plus libres que par le passé, mais les citoyens sont minoritaires à défendre la liberté des médias de publier toute opinion ou idée sans le contrôle du gouvernement et d'insister à la divulgation des informations détenues par le gouvernement.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été conduites dans jusqu'à 37 pays africains entre 1999 et 2015, et les résultats du Round 7 (2016/2018) sont actuellement en cours de publication. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre en Guinée, dirigée par Stat View International, a interviewé 1.200 adultes guinéens en mai 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Guinée en 2013 et 2015.

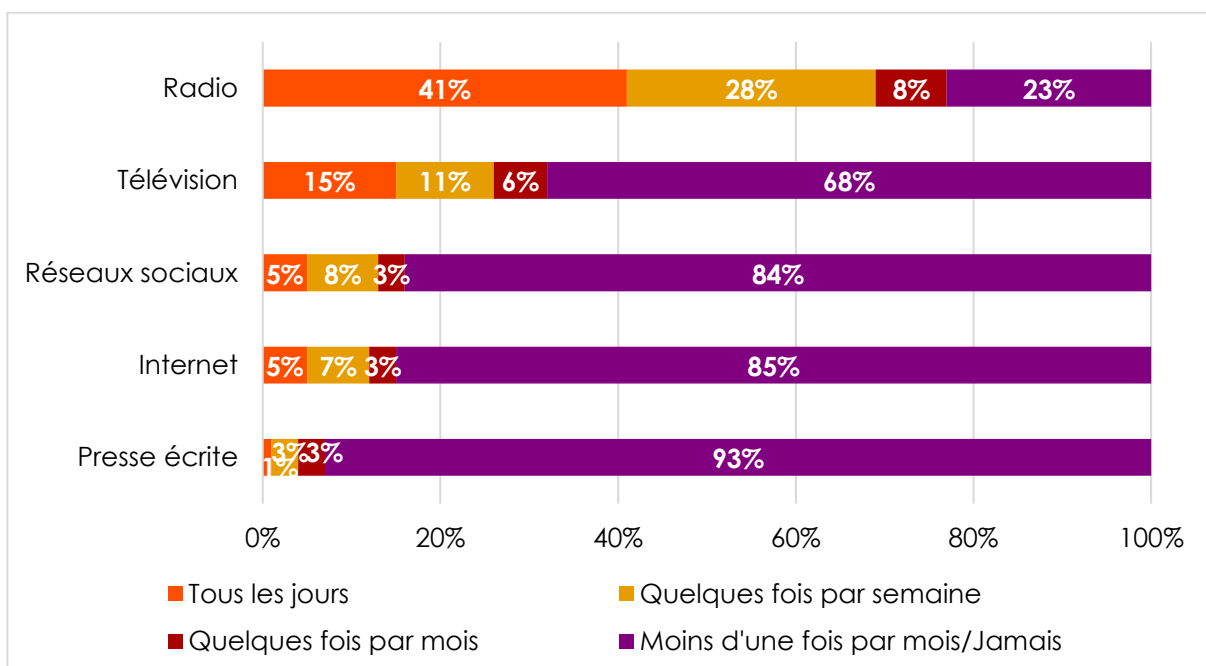
Résultats clés

- En Guinée, la radio est le média informatif le plus populaire, suivie de la télévision, des réseaux sociaux, de l'Internet, et de la presse écrite. La radio rurale est la plus écoutée pour obtenir les nouvelles fiables.
- Entre 2013 et 2017, les médias traditionnels – radio, télévision, et presse écrite – ont vécu une baisse de leurs audiences régulières, tandis que l'Internet et les médias sociaux profitent d'une nette progression.
- Pour la majorité (57%) des Guinéens, le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier tout ce qui pourrait nuire à la société. Juste 41% des citoyens affirment que les médias devraient être libres de publier toute opinion ou idée sans le contrôle du gouvernement.
- La propension au contrôle des médias a augmenté depuis 2013 de 7 points de pourcentage.

La radio demeure la principale source d'informations

Afrobaromètre interroge les répondants au sujet de leur consommation de nouvelles provenant de divers médias. La radio est la source la plus populaire des nouvelles des Guinéens: 69% disent qu'ils écoutent la radio « quelques fois par semaine » ou « tous les jours » lorsqu'ils veulent se tenir au courant de l'actualité. La radio est suivie par la télévision (26%), les réseaux sociaux (13%), l'Internet (12%), et la presse écrite (4%) (Figure 1).

Figure 1: Sources d'information | Guinée | 2017

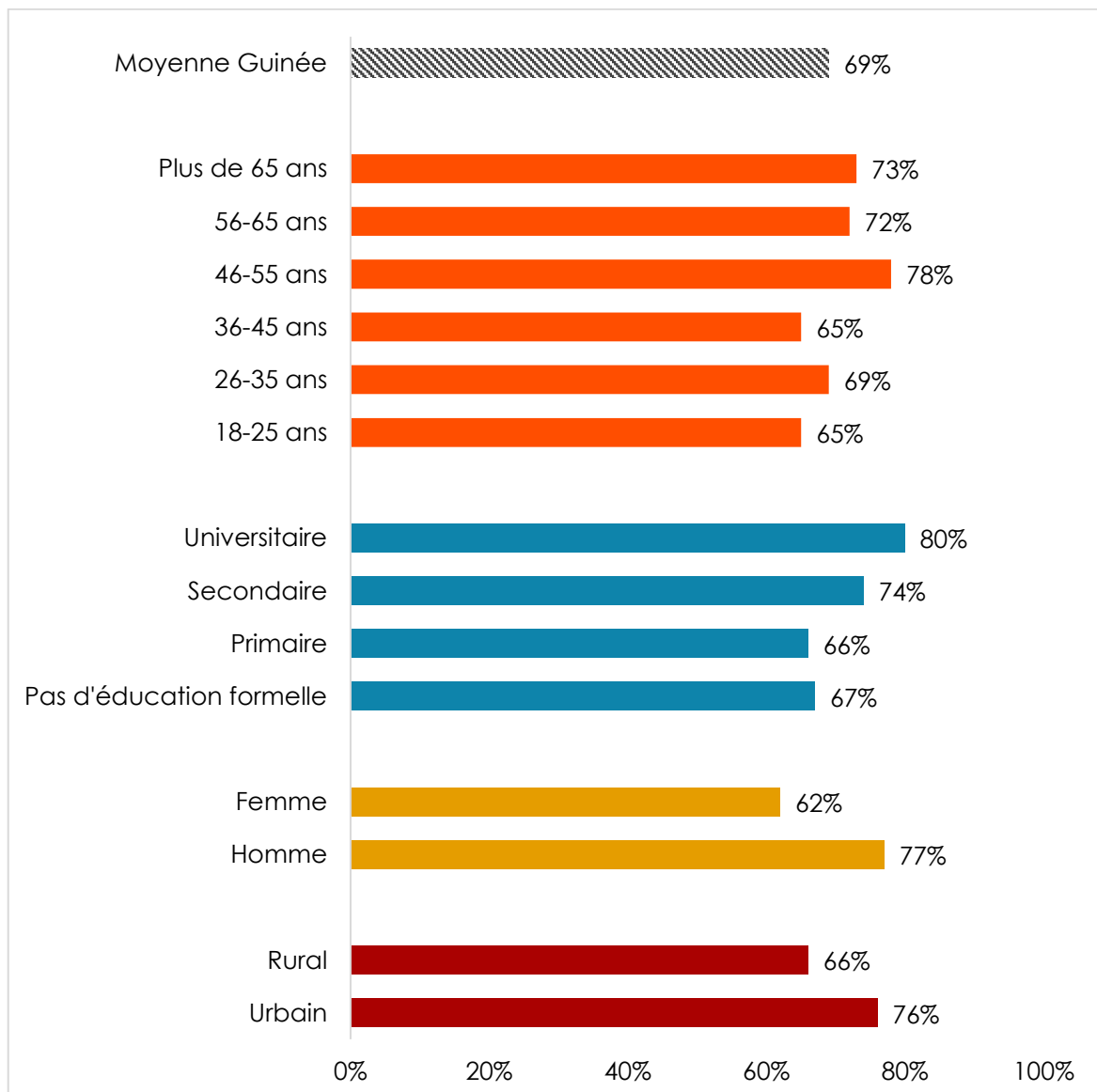


Question aux répondants: Combien de fois vous tenez-vous informé de l'actualité grâce aux sources suivantes?

Les urbains sont plus enclins à écouter la radio que les ruraux (76% contre 66% qui l'écoutent régulièrement), les hommes plus que les femmes (77% vs. 62%), les plus instruits (secondaire et plus) plus que les moins instruits (primaire et sans éducation formelle), les plus âgés (à partir de 46 ans) plus que les moins âgés (18 à 45 ans) (Figure 2).

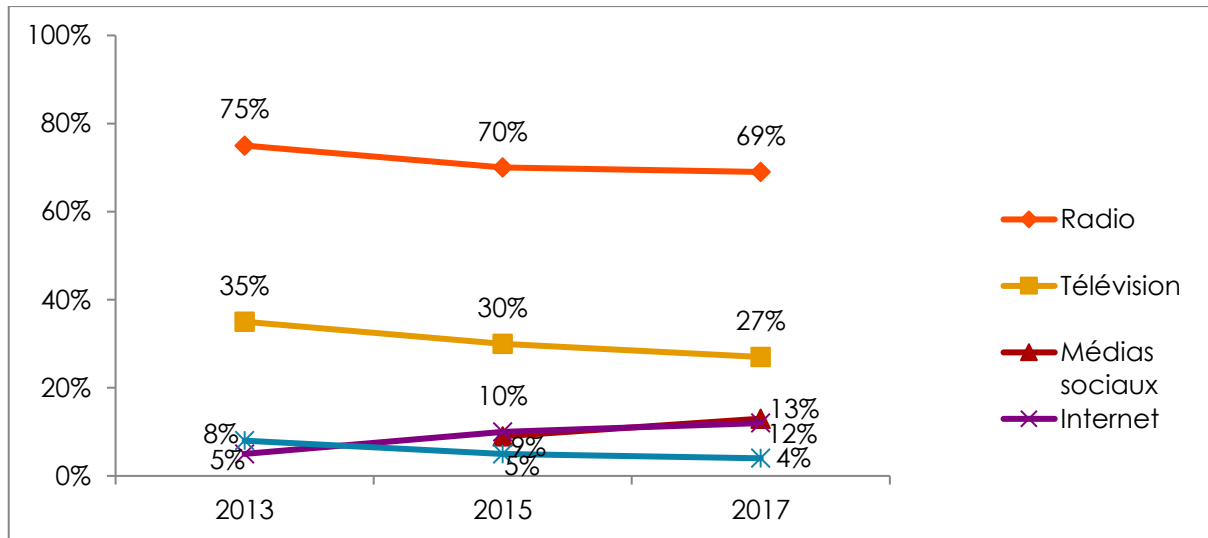
Au fil du temps, les médias traditionnels perdent du terrain (-6 points de pourcentage pour la radio entre 2013 et 2017, -8 points pour la télévision, et -4 points pour la presse écrite), tandis que les nouveaux médias progressent (+7 points pour l'Internet entre 2013 et 2017, et +4 points pour les médias sociaux entre 2015 et 2017) (Figure 3).

Figure 2: Radio, source régulière d'informations | par milieu de résidence et sexe
 | Guinée | 2017



Question aux répondants: Combien de fois vous tenez-vous informé de l'actualité grâce aux sources suivantes? (% de ceux qui disent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

Figure 3: Sources régulières d'informations | Guinée | 2013-2017

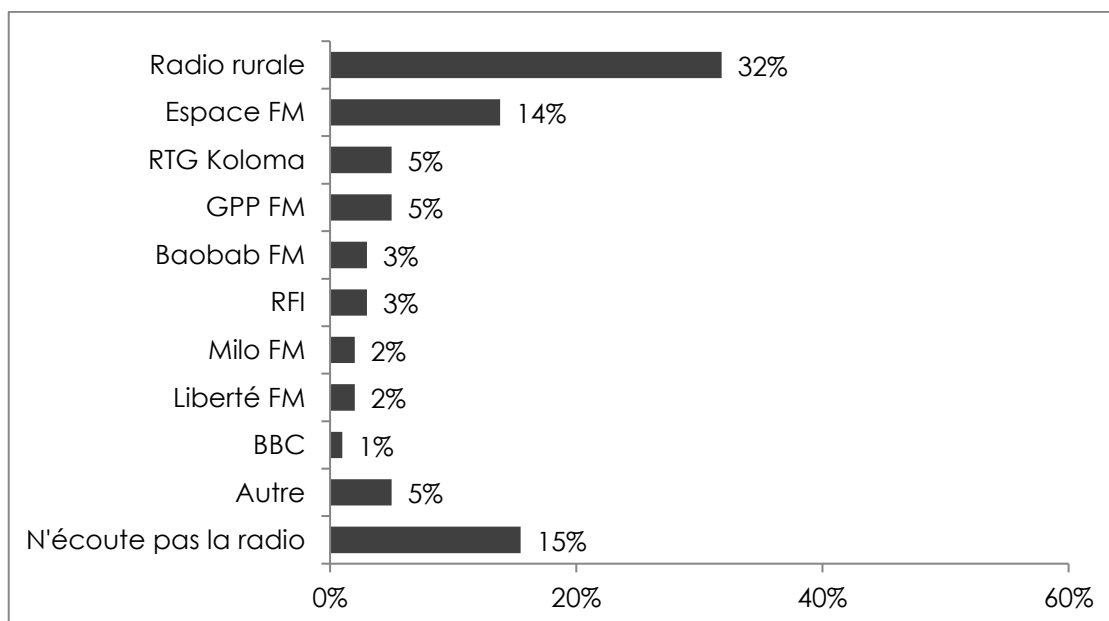


Question aux répondants: Combien de fois vous tenez-vous informé de l'actualité grâce aux sources suivantes? (% de ceux qui disent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours ») (N.B.: La question sur les réseaux sociaux n'a pas été posée en 2013.)

Radios les plus écoutées par les Guinéens

Afrobaromètre s'est également intéressé à la radio la plus écoutée en demandant aux Guinéens de répondre à cette question: « Quelle station de radio diriez-vous que vous écoutez le plus pour obtenir les nouvelles les plus fiables ou d'autres événements sur ce qui se passe dans le pays? » Les résultats montrent que les radios rurales constituent la source la plus populaire des nouvelles en Guinée (citée par 32% des répondants), suivie de la radio privée urbaine Espace FM (15%). Quant à la station de la Radiodiffusion Télévision Guinéenne (RTG Koloma), premier média public, elle n'a été citée que par 5% des Guinéens (Figure 4).

Figure 4: Radios les plus écoutées pour les nouvelles | Guinée | 2017



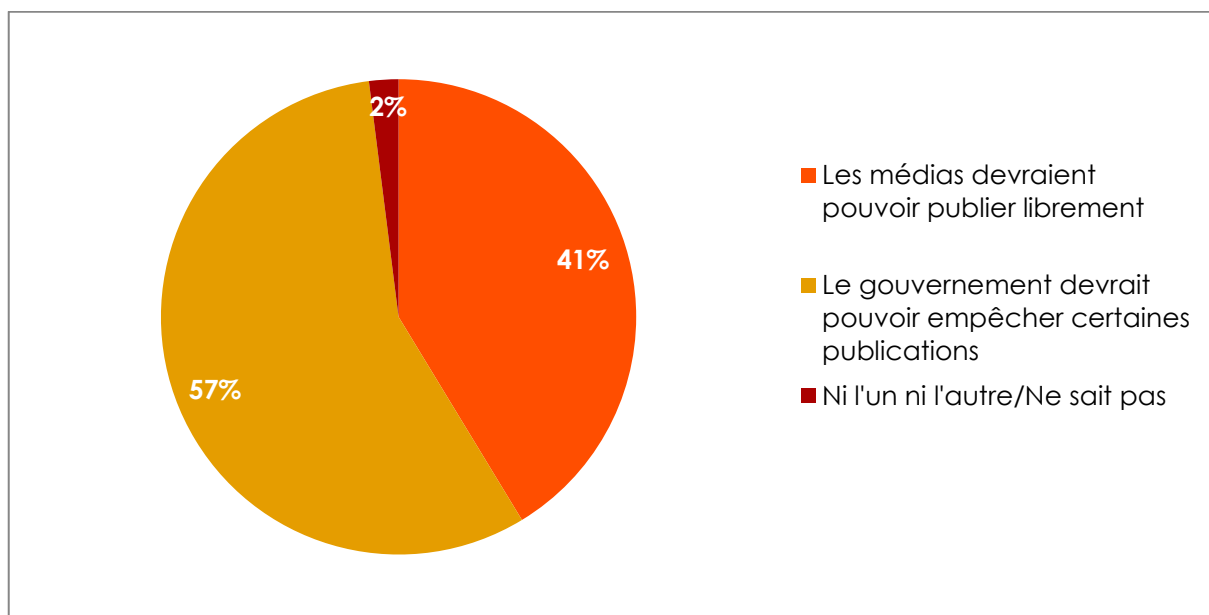
Question aux répondants: Quelle station de radio diriez-vous que vous écoutez le plus pour obtenir les nouvelles les plus fiables ou d'autres événements sur ce qui se passe dans le pays?

La liberté des médias

Si des médias libres sont essentiels au bon fonctionnement de la démocratie, la bonne nouvelle est qu'en Guinée, aucun journaliste n'est en prison. Ils exercent leur métier avec plus ou moins de ratés, mais l'exercent librement, avec une liberté de ton pas ordinaire dans la sous-région.

Mais quant aux préférences des Guinéens sur la liberté des médias, la majorité (57%) de la population pensent que le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier tout ce qui pourrait nuire à la société. Quatre Guinéens sur 10 (41%) seulement affirment que les médias devraient être libres de publier toute opinion ou idée sans le contrôle du gouvernement (Figure 5).

Figure 5: Soutien à la liberté des médias | Guinée | 2017

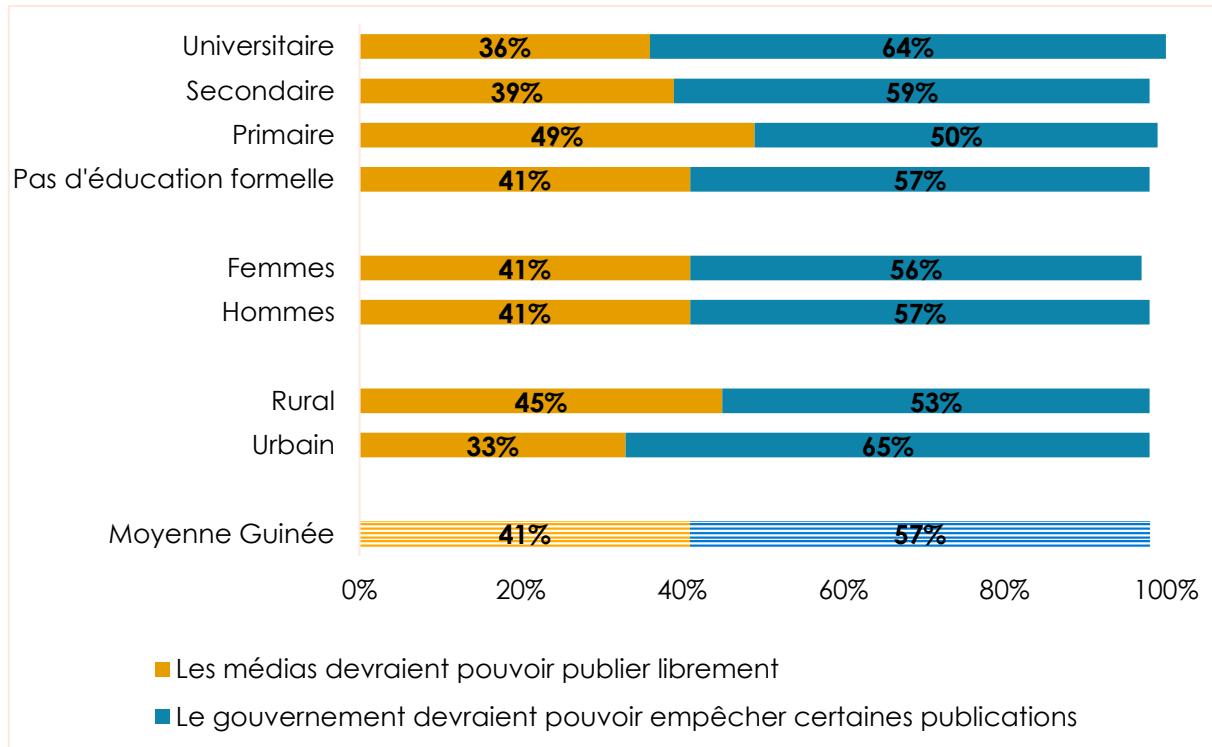


Question aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Les médias devraient être libres de publier toute opinion ou idée sans le contrôle du gouvernement.
 Affirmation 2: Le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier tout ce qui pourrait nuire à la société.
 (% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chacune des affirmations)

Le soutien des Guinéens à la liberté des médias varie à travers le milieu de résidence mais pas pour ce qui est du sexe du répondant (Figure 6). L'affirmation selon laquelle la presse devrait pouvoir publier librement est plus partagée par les ruraux (45%) que les urbains (33%). Mais le niveau d'instruction ne semble pas corrélé de façon consistante avec le soutien à la liberté des médias: 36% seulement de ceux justifiant le niveau post-secondaire sont d'accord, moins que parmi ceux du niveau secondaire (39%), primaire (49%), ou sans éducation formelle (41%). Par ailleurs, depuis 2013, la propension au contrôle des médias a augmenté de 7 points de pourcentage (de 50% à 57%) (Figure 7).

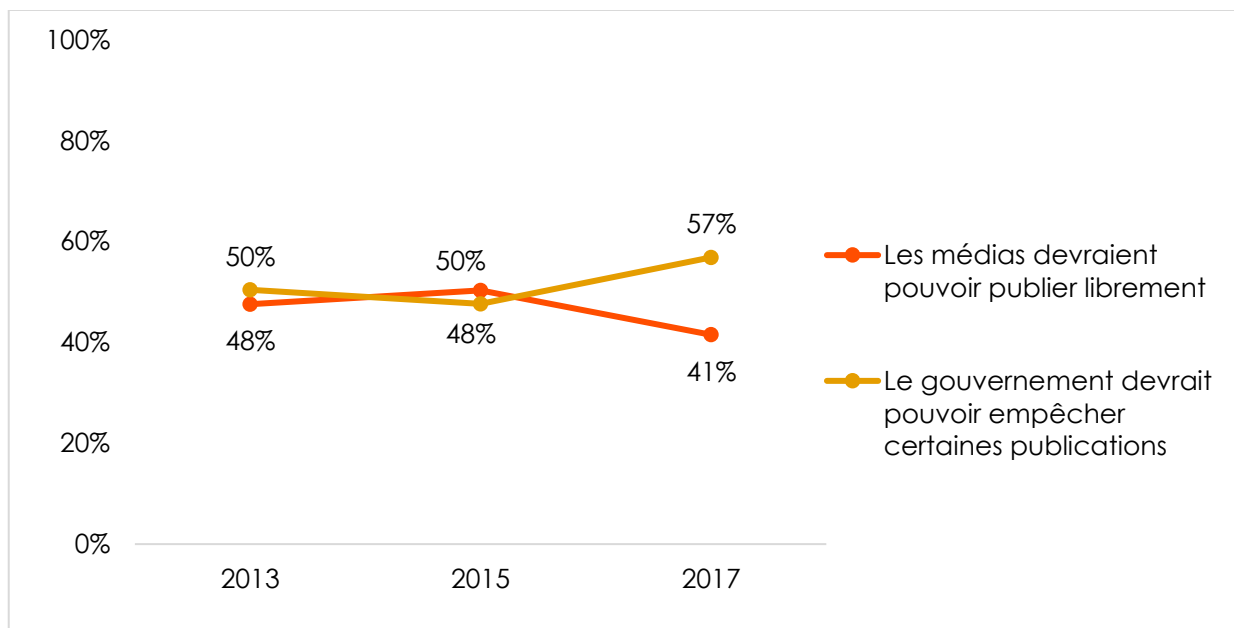
Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 6: Soutien à la liberté des médias | par niveau d'instruction, milieu de résidence, et sexe | Guinée | 2017



Question aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?
 Affirmation 1: Les médias devraient être libres de publier toute opinion ou idée sans le contrôle du gouvernement.
 Affirmation 2: Le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier tout ce qui pourrait nuire à la société.
 (% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chacune des affirmations)

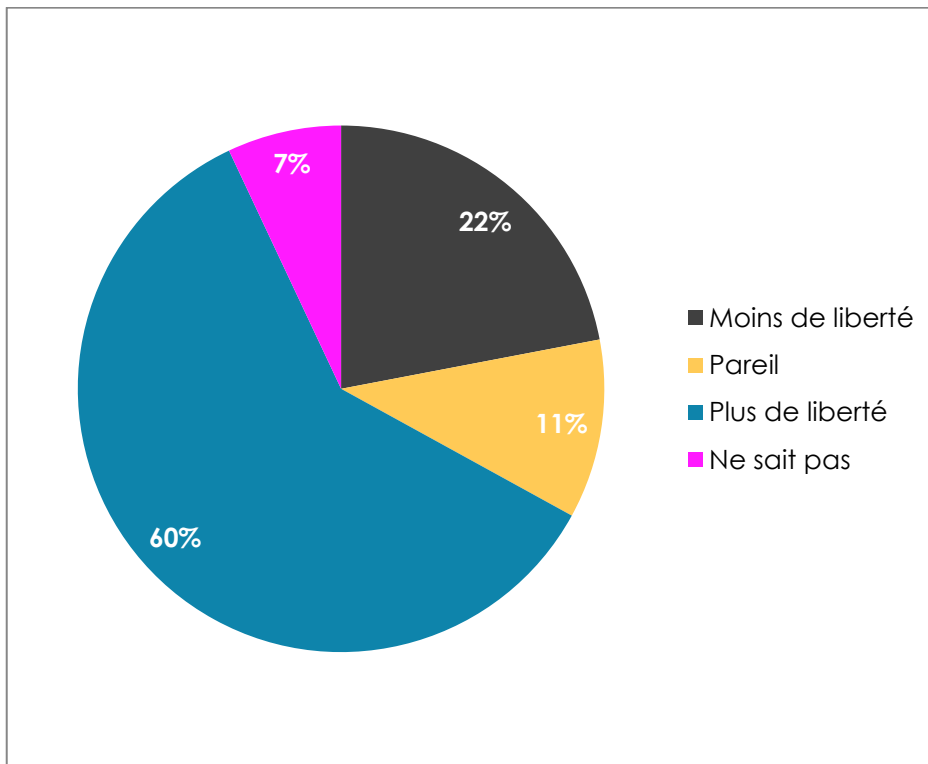
Figure 7: Soutien à la liberté des médias | Guinée | 2013-2017



(% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chacune des affirmations)

Mais au même moment, six Guinéens sur 10 (60%) affirment que les médias aujourd'hui sont plus libres qu'il y a quelques années d'enquêter et de communiquer sur les travers du gouvernement ou de critiquer les actions ou la performance du gouvernement. Juste 22% des citoyens pensent qu'il y a aujourd'hui moins de liberté que par le passé pour les médias (Figure 8).

Figure 8: Plus ou moins de liberté des médias? | Guinée | 2017



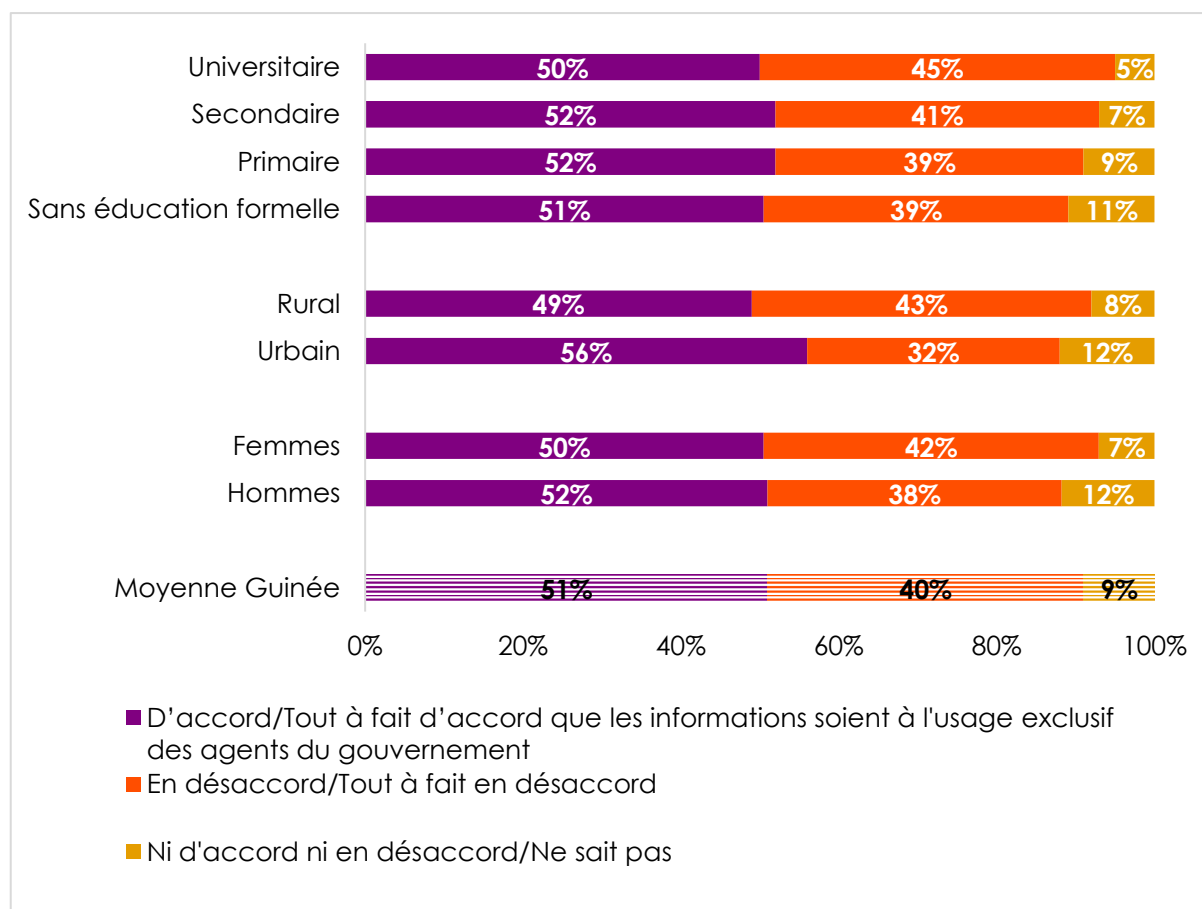
Question aux répondants: Veuillez me dire s'il y a aujourd'hui plus ou moins de liberté par rapport aux questions suivantes en comparaison à quelques années en arrière, ou les choses sont-elles pareilles: La liberté de la presse d'enquêter et communiquer sur les travers du gouvernement ou de critiquer les actions ou la performance du gouvernement?

Divulgence des informations étatiques

En plus de l'accord de la majorité au contrôle gouvernemental des publications médiatiques, une petite majorité (51%) des Guinéens soutiennent que les informations détenues par les autorités soient à l'usage exclusif des agents du gouvernement. Quatre citoyens sur 10 (40%) affirment, au contraire, que ces informations devraient se retrouver dans le domaine public (Figure 9).

La préférence de la non-divulgence des informations détenues par les autorités publiques est plus élevée parmi les urbains (56%) que les ruraux (49%) mais ne varie pas significativement selon le sexe ou le niveau d'éducation du répondant.

Figure 9: Informations du secteur public, publiques ou pas | par niveau d'instruction, milieu de résidence, et sexe | Guinée | 2017



Question aux répondants: Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les informations détenues par les autorités publiques sont à l'usage exclusif des agents du gouvernement. Elles ne devraient pas se retrouver dans le domaine public.

Conclusion

La plupart des Guinéens se tournent vers les médias de masse – surtout la radio, et de façon croissante vers l'Internet et les réseaux sociaux – pour se tenir informés. Et ils perçoivent les médias comme plus libres que par le passé d'enquêter et de critiquer les actions du gouvernement. Mais ils n'insistent pas fortement sur la liberté des médias de publier sans le contrôle du gouvernement: Une majorité croissante affirment que le gouvernement devrait avoir le droit d'interdire des publications qui pourraient nuire à la société.

Références

- Leroy, M., Matras, C., Fra, D., Curtis, M., & Camara, M. (2015). Le paysage médiatique guinéen: Etat des lieux, enjeux et défis. Chasseurs Chasseur d'Etoiles. https://www.academia.edu/35416283/Le_paysage_m%C3%A9diatique_guin%C3%A9en_%C3%A9tat_des_lieux_enjeux_et_d%C3%A9fis_2015_
- Reporters Sans Frontières. (2019). Classement mondiale de la liberté de la presse 2019. <https://rsf.org/fr/classement>.

Djiba Kaba est directeur de la rédaction de Stat View International (SVI), partenaire national d'Afrobaromètre en Guinée. Email: kabadjiba4@gmail.com.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le 7ème Round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 298, Afrobaromètre | 15 mai 2019